



Règlement du conseil de discipline de l'université de Genève

---

Vu l'article 44 de la Loi sur l'université de Genève du 13 juin 2008 (LU ; C 1 30),

Vu les articles 17 et 18 du statut de l'université de Genève (ci- après : le statut),

Vu l'approbation du rectorat le 11 décembre 2023, le conseil de discipline de l'université de Genève arrête :

**Titre I : Dispositions générales**

**Art. 1 : Champ d'application**

<sup>1</sup> Le présent règlement s'applique aux procédures disciplinaires dont le conseil de discipline (ci- après : le conseil) de l'université de Genève (ci- après : l'université) est saisi lorsqu'une étudiante ou un étudiant, celle ou celui de formation continue inclus-e, ou une auditrice ou un auditeur (ci- après : la personne mise en cause) enfreint les règles et usages de l'université dans le cadre de ses études et activités au sein de celle-ci ainsi que lors de l'utilisation des différents services et ressources mis à disposition par l'université.

<sup>2</sup> Les procédures civiles et pénales, de même que les sanctions académiques prises au sein des UPER ou des UER à l'encontre de la personne mise en cause sont réservées.

**Art. 2 : Composition du conseil**

<sup>1</sup> Le conseil est composé et désigné conformément à l'article 17 du statut.

**Art. 3 : Mode de délibération**

<sup>1</sup> Le conseil délibère valablement à sept membres, en plénum ou par voie de circulation. Il statue à la majorité de ses membres, sans possibilité d'abstention.

**Art. 4 : Fonctions présidentielles**

<sup>1</sup> La présidence a notamment les fonctions suivantes :

- a. recevoir et traiter les demandes d'ouverture d'une procédure disciplinaire jusqu'à la décision d'ouverture ;
- b. prendre en charge, durant la procédure, la correspondance avec la personne mise en cause, l'université ou les autres personnes concernées, ainsi que l'organisation de la communication entre les membres du conseil ;
- c. décider des mesures provisionnelles urgentes qui s'imposent, puis organiser leur validation par le conseil ;
- d. organiser et conduire l'instruction de la cause disciplinaire, en entreprenant les démarches nécessaires auprès des instances universitaires ou des tiers afin de recueillir les moyens de preuve utiles, ou en décidant des mesures procédurales imposées par les circonstances, telles l'octroi des délais à la personne mise en cause ou la suspension de l'instruction ;

- e. organiser et présider les séances et délibérations du conseil ;
- f. rédiger les décisions conformément aux délibérations ;
- g. superviser la notification ou la communication des décisions aux personnes ou instances universitaires concernées ;
- h. représenter le conseil devant les autorités judiciaires en cas de recours ;
- i. représenter le conseil vis-à-vis des instances universitaires et des autres autorités.

#### **Art. 5 : Greffe**

<sup>1</sup> Le conseil est assisté par un greffier ou une greffière désigné-e par le rectorat.

<sup>2</sup> Le greffier ou la greffière a notamment les fonctions suivantes :

- a. assister la présidence dans l'exécution de ses tâches et dans l'organisation de la communication avec les autres membres du conseil ;
- b. dresser les procès-verbaux d'instruction et de délibération d'entente avec la présidence ;
- c. organiser et gérer l'activité du conseil, de même que la tenue des dossiers ainsi que leur consultation ;
- d. notifier ou communiquer les décisions du conseil aux personnes ou aux instances universitaires concernées.

#### **Art. 6 : Obligation de secret**

<sup>1</sup> Les membres du conseil, le greffier ou la greffière et toute personne qui les assiste sont tenu-es de garder le secret à l'égard des tiers sur les informations dont ils/elles ont connaissance dans l'exercice de leur fonction.

<sup>2</sup> Cette obligation subsiste après la cessation de leur fonction au sein du conseil.

<sup>3</sup> L'article 33 de la loi genevoise d'application du code pénal suisse et d'autres lois fédérales en matière pénale (LaCP ; E 4 10) est réservé.

#### **Art. 7 : Publicité**

<sup>1</sup> Les audiences et délibérations du conseil ne sont pas publiques.

<sup>2</sup> Les dispositions de la loi genevoise sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données (LIPAD; A 2 08), de son règlement d'application ainsi que celles de la directive universitaire régissant la matière sont applicables en matière d'information relative aux activités du conseil.

<sup>3</sup> Le conseil rend compte à l'attention de la communauté universitaire ou du public de manière anonymisée, des décisions finales qu'il a rendues.

### **Titre II : Procédure**

#### **Art. 8 : Saisine du conseil de discipline**

<sup>1</sup> Le rectorat, le décanat d'une UPER ou la direction d'une UER ont seuls la compétence de saisir le conseil d'une demande d'ouverture d'une procédure disciplinaire.

<sup>2</sup> L'instance universitaire qui a formé la demande d'ouverture d'une procédure disciplinaire peut la retirer en tout temps tant que le conseil n'a pas statué.

#### **Art. 9 : Forme de la demande d'ouverture**

<sup>1</sup> La demande d'ouverture est présentée par écrit et munie de la signature de l'instance universitaire compétente.

<sup>2</sup> Elle doit contenir une description de l'état de fait fondant la demande.

<sup>3</sup> Les éléments justificatifs ou probants recueillis préparatoirement doivent être joints à la demande.

<sup>4</sup> Chaque demande d'ouverture d'une procédure disciplinaire reçue par le conseil se voit attribuer, dès sa réception, un numéro de cause. Un dossier est constitué dans lequel sont rassemblés tous les actes de procédure et la copie des correspondances échangées avec la personne mise en cause, les instances universitaires ou des tiers.

#### **Art.10 : Ouverture de la procédure disciplinaire**

<sup>1</sup> La présidence prend seule la décision d'ouvrir la procédure disciplinaire.

<sup>2</sup> Si elle considère que les conditions d'une telle ouverture ne sont pas réalisées, elle sollicite une décision du conseil.

#### **Art. 11 : Qualité de partie**

<sup>1</sup> Seule la personne mise en cause est partie à la procédure disciplinaire.

#### **Art. 12 : Refus d'ouverture de la procédure disciplinaire**

<sup>1</sup> Les demandes d'ouverture d'une procédure disciplinaire manifestement mal fondées ou ne ressortissant clairement pas au domaine de compétence du conseil sont écartées d'emblée et avant toute décision d'ouverture, par décision motivée du conseil. Celle-ci est communiquée à l'instance universitaire à l'origine de la demande ainsi qu'au rectorat.

<sup>2</sup> Avant la prise d'une telle décision, la présidence invite l'instance universitaire à l'origine de la demande à se déterminer sur cette éventualité.

#### **Art. 13 : Premières opérations procédurales après décision d'ouverture**

<sup>1</sup> La personne mise en cause est informée :

- a) de l'ouverture de la procédure disciplinaire ;
- b) de son droit de se faire assister et/ou représenter dans la procédure par un-e avocat-e, ou par un-e autre mandataire professionnellement qualifié-e ;
- c) des modalités usuelles d'exercice de son droit d'être entendue, soit de son droit de participer à l'administration des preuves et d'accéder aux pièces du dossier, selon les modalités prévues aux articles 41 à 45 LPA de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 (LPA- E 5 10).

<sup>2</sup> Un délai est imparti à la personne mise en cause pour lui permettre de :

- a) se déterminer par écrit ;
- b) fournir ses moyens de preuves ;
- c) indiquer l'identité ainsi que l'adresse des témoins dont elle sollicite l'audition.

<sup>3</sup> Après l'ouverture de la procédure disciplinaire, la personne mise en cause est informée des actes d'instruction auxquels la présidence ou le conseil entendent procéder.

<sup>4</sup> Le droit de consulter le dossier peut être restreint aux conditions de l'article 42 LPA.

#### **Art. 14 : Suspension de l'instruction**

<sup>1</sup> La présidence doit suspendre l'instruction de la cause lorsque les faits à l'origine de l'ouverture de la procédure disciplinaire font également l'objet de sanctions académiques de la part du décanat d'une UPER ou de la direction d'une UER et qu'ils sont contestés dans le cadre d'une opposition ou d'un recours.

L'instruction est reprise dès droit connu définitif sur cette contestation.

<sup>2</sup> La présidence peut également décider de suspendre l'instruction de la cause disciplinaire si les faits à l'origine de celle-ci sont contestés dans le cadre d'une procédure pénale, civile ou administrative.

#### **Art. 15 : Instruction et auditions**

<sup>1</sup> Le conseil établit les faits d'office.

<sup>2</sup> L'instruction de la cause est confiée à une sous-délégation du conseil (ci-après : la sous-délégation) composée de la présidence et de trois membres choisis de manière à respecter la parité de représentation des corps universitaires le composant.

<sup>3</sup> La sous-délégation procède à l'audition de la personne mise en cause. Elle peut également décider d'auditionner une ou des personnes représentant l'instance universitaire à l'origine de la saisine et de la confronter avec la ou les personnes mises en cause.

<sup>4</sup> La sous-délégation procède également à l'audition des témoins qui lui paraît nécessaire. Les témoins sont entendus conformément aux conditions des articles 28A à 36 LPA.

<sup>5</sup> Le droit de la personne mise en cause de participer à l'audition des témoins peut être restreint aux conditions prévues à l'article 42 alinéas 5 et 6 LPA.

<sup>6</sup> Jusqu'à la délibération, la présidence, la sous-délégation ou le conseil peuvent décider de procéder à tout acte d'instruction complémentaire utile.

<sup>7</sup> Les auditions auxquelles il est procédé font l'objet d'un procès-verbal signé par les personnes présentes.

#### **Art. 16 : Clôture de l'instruction et délibération**

<sup>1</sup> Lorsque l'instruction de la cause est terminée, la présidence en informe la personne mise en cause.

<sup>2</sup> Un bref délai est alors imparti à la personne mise en cause pour se déterminer par écrit, à la suite de quoi le conseil statue sur l'issue à donner à la procédure disciplinaire.

#### **Art. 17 : Décision finale et communication**

<sup>1</sup> S'il retient que les conditions légales sont réalisées, le conseil prononce une des sanctions disciplinaires prévues par l'article 44 alinéa 1 LU à l'encontre de la personne mise en cause. En cas contraire, il libère cette dernière de toutes charges.

<sup>2</sup> Le résultat de la délibération est consigné dans un procès-verbal de décision.

<sup>3</sup> La décision finale du conseil, motivée en fait et en droit, est notifiée à la personne mise en cause et communiquée à l'instance universitaire à l'origine de la saisine ainsi qu'au rectorat.

#### **Art. 18 : Adresse de notification**

<sup>1</sup> Sauf élection de domicile expresse chez un tiers, le conseil utilise, pour la communication ou la notification à la personne mise en cause l'adresse enregistrée auprès des services administratifs de l'université.

<sup>2</sup> Si, dans sa correspondance au conseil postérieurement à l'ouverture de la procédure, la personne mise en cause a fait usage d'une autre adresse cette dernière adresse fait foi.

### **Titre III : Opposition et recours**

#### **Art. 19 : Procédure d'opposition**

<sup>1</sup> La décision du conseil sanctionnant la personne mise en cause peut faire l'objet d'une opposition de la part de cette dernière dans les 30 jours suivant sa notification.

<sup>2</sup> La procédure d'opposition est régie par le règlement relatif à la procédure d'opposition au sein de l'université de Genève du 16 mars 2009 (RIO-UNIGE), et plus particulièrement par les articles 18 à 35 RIO-UNIGE.

<sup>3</sup> La décision sur opposition est notifiée à la personne mise en cause et communiquée à l'instance universitaire à l'origine de la saisine ainsi qu'au rectorat.

#### **Art. 20 : Procédure de recours**

<sup>1</sup> La personne sanctionnée peut recourir auprès de la Chambre administrative de la Cour de justice contre la décision du conseil rendue sur opposition, conformément aux articles 36 et 37 RIO-UNIGE.

#### **Art. 21 : Droit subsidiaire applicable**

<sup>1</sup> Sous réserve des dispositions réglementaires qui précèdent, la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 est applicable (LPA - E 5 10).

### **Titre IV : Dispositions finales**

#### **Art. 22 : Entrée en vigueur et droit transitoire**

<sup>1</sup> Le présent règlement entre en vigueur le 12 février 2024 et abroge celui du 23 juin 2015.

<sup>2</sup> Il s'applique immédiatement à toutes les procédures en cours à la date de son entrée en vigueur.